

**Discours d'accueil des congressistes au 13<sup>ème</sup> Congrès de la CGT FDSP- Lille le 6 novembre 2023- FREDERIC PARISOT- secrétaire général de la CGT MEL pour le compte des syndicats du territoire.**

Chers camarades, c'est au nom de l'ensemble des syndicats du territoire , de ceux qui se sont impliqués depuis un an et demi dans l'organisation de ce 13<sup>ème</sup> Congrès de la Fédération CGT des services publics, que je vous souhaite, avec la chaleur des gens du nord, la bienvenue à toutes et à tous !

Bienvenue dans le Nord !

Dans le département, ce sont 130 syndicats de collectivités regroupant plus de 3000 adhérents qui ont placé la CGT une nouvelle fois à la 1<sup>ère</sup> place lors des dernières élections professionnelles. C'est ici l'UL de Lille la plus importante UL de France, comme l'UD du Nord, première des UD en nombres de syndiqués.

Parmi vous, j'adresse un salut particulier à la direction fédérale sortante et bien sûr à Natacha, qui a tenu les rênes depuis le congrès de Montpellier, dans un contexte totalement inédit, entre la crise sanitaire, des élections présidentielles, législatives et professionnelles qui ont impacté bien évidemment notre champ syndical.

Je souhaite également que nous ayons collectivement une pensée fraternelle pour les victimes de l'attentat d'Arras et leurs proches, à quelques kilomètres d'ici, après l'assassinat de Dominique Bernard, et trois blessés, un enseignant et deux collègues du Conseil régional Haut de France. Blessés au travail.

Ce congrès qui démarre aujourd'hui s'ouvre dans un contexte de guerre, puisque deux conflits ont lieu actuellement, en Ukraine et au Moyen orient. Et bien sûr, nous, la CGT, internationaliste et porteuse des valeurs de la paix et de la solidarité, nous ne pouvons détourner le regard.

D'autant que le 20 octobre, cela a été rappelé à l'istant, notre camarade Jean Paul secrétaire de notre UD du Nord et Chantal, salariée de l'UD ont été violemment placés en garde à vue dès 6H du matin pour avoir sorti un tract appelant au rassemblement pour la paix en Palestine !

Je profite d'avoir la parole pour lui redire toute notre indignation et surtout notre solidarité. C'est par les attaques envers les corps intermédiaires, comme le sont les syndicats, qu'on reconnaît un état en pleine dérive totalitaire. Peut-être Gérald Darmanin, régional de l'étape en tant

qu'ancien maire de Tourcoing et toujours conseiller à la MEL regarde-t-il avec une attention particulière ce qui se passe ici, chez lui. Alors si nous avons des messages à lui passer, c'est le moment !

Pour caricaturer les campagnes de pub de nos employeurs, Entre la coupe du monde de Rugby et les jeux Olympiques, la Métropole européenne de Lille accueille aujourd'hui le 13<sup>e</sup> Congrès de la Fédération CGT des services publics ! et nous en sommes très fiers !

Nous sommes ici au Grand palais, élément structurant du quartier d'affaires d'Euralille, certes ! cet urbanisme bétonisant qui est la marque de fabrique de la Métropole. Mais nous sommes surtout comme vous l'a rappelé Jean Paul à l'instant à 200 m du quartier Saint Sauveur, où fut inventée rue de la Vignette en 1888 la musique de l'internationale par Pierre Degeyter, ouvrier et musicien lillois !

Nous sommes aussi, cela n'a pas pu vous échapper, au cœur d'un périmètre formé par les plus grandes collectivités locales de la région Hauts de France, avec le Conseil Régional, la Métropole européenne de Lille à côté, la mairie de Lille et son Beffroi art déco, et le Conseil départemental du Nord.

Cela a véritablement un sens d'organiser notre congrès des services publics ici, au milieu de cette turbine territoriale, puisque, pour ne prendre en compte que les quatre collectivités que je viens de citer, ce sont plus de 21 000 agents qui y travaillent !

Alors, ici plus qu'ailleurs peut être, nous sommes dans un poste avancé pour observer l'évolution des services publics, l'accélération des réformes libérales, et les attaques incessantes contre notre statut et nos conditions de travail.

En effet, si le gouvernement Hollande s'était attaqué à travers les lois NOTRE et MAPTAM, au démantèlement des collectivités au profit d'un couple Région Métropole fondé sur le modèle allemand, Macron a été plus loin et a tapé plus fort, avec la loi 3DS ou encore la loi dite de transformation de la fonction publique. Pour la première, il s'agit d'une véritable remise en cause de l'article 1<sup>er</sup> de notre Constitution au profit d'une mise en concurrence institutionnalisée des territoires.

Nous voilà à un tournant historique dans l'organisation territoriale de la France, que les collectivités, c'est-à-dire, nous, les agents territoriaux,

seront tenus de mettre en œuvre si nous ne parvenons pas à enrayer ce mouvement.

Aucun mécanisme de solidarité, de péréquation, de redistribution n'est prévu pour atténuer les inégalités, ni aucune réimplantation des services publics auprès de population qui en sont aujourd'hui tellement éloignées.

Non mes camarades, il s'agit désormais de remplacer l'Etat protecteur, aménageur, et redistributeur par un Etat arbitre de la Concurrence entre les territoires ...

Les contours des collectivités, la répartition des compétences seront décidés au niveau des territoires, comme c'est le cas dans le cadre d'expérimentations avec la collectivité unique d'Alsace, de la Corse, ou des collectivités ultra marines. C'est pour aller encore plus loin dans l'idéologie de l'économie libérée, une inversion de la hiérarchie des normes et la possibilité d'une différenciation dans les domaines de la normalisation et des réglementations. Puisque pour les libéraux qui nous gouvernent, c'est bien ce carcan, pourtant protecteur, des règles et des normes qu'on doit faire sauter pour libérer la sacro-sainte croissance. Car dans ces territoires en perpétuelle compétition, les salariés le seront aussi en compétition.

Vous le savez, et cela a un sens particulier ici à Lille, dans la cité de Pierre Mauroy, maire de Lille, Président de Région, et de la Communauté urbaine de Lille, et qui fut surtout comme 1<sup>er</sup> ministre au fondement de la décentralisation et de notre statut. Toute évolution territoriale s'est toujours accompagnée d'un volet statutaire. La décentralisation en 82, la loi Le Pors en 83 ;

Et bien quelle coïncidence, nous l'avons aussi aujourd'hui ce cadre statutaire en adéquation avec la nouvelle évolution du cadre territorial. Car la mise en concurrence entre nos territoires, entre nos collectivités a son corolaire dans la mise en concurrence entre les agents qui les font tourner. Nous avons déjà les mesures réactionnaires contenues dans la loi dite de TFP. Celle-ci qui facilite notamment les licenciements, les transferts au privé, les ruptures conventionnelles, les recrutements sous contrats précaires.

Nous avons fait face, en pleine cohérence avec ces évolutions territoriales, en moins d'une décennie à l'irruption fracassante du new public management qui s'est imposé partout dans nos administrations avec les effets dévastateurs que la CGT a toujours dénoncés : la

rationalisation des moyens, l'incertitude, la perte de sens, et le repli sur soi des agents.

Nous avons connu avec cette loi dite de transformation de la Fonction publique les pires reculs en termes de statuts, et de droits. En outre, après avoir vidé en partie les instances représentatives du personnel, après avoir augmenté notre temps de travail contre le cours de l'histoire, c'est au tour du droit de grève d'être remis en cause.

Alors j'adresse notre solidarité aux camarades de la CGT des territoriaux de Villeneuve d'Ascq qui seront en grève et en manifestation à l'hôtel de ville, pour défendre ce droit de grève ce jeudi midi. Le congrès décidera s'il y a lieu de les soutenir sur place ou d'adresser au minimum une motion de soutien.

Nous avons désormais une nouvelle strate à l'édifice de destruction massive en bande organisée de notre statut, avec les préconisations des Messieurs Peni et Simoncoli visant à amplifier le recrutement de contractuels, de généraliser l'évolution de carrière et la rémunération au mérite pour les agents publics. Et cela au titre d'une soi-disant attractivité de la Fonction publique.

La suppression de la partie indiciaire de notre traitement est même sur la table. C'est là le dernier élément constitutif du statut des fonctionnaires qu'il reste à abattre mes camarades.

Mais si on veut renforcer son attractivité, c'est une fonction publique de carrière qu'il faut réinstaurer. C'est remettre le collectif au cœur du travail. C'est augmenter le point d'indice, rattraper les douze années de gel et a minima indexer les salaires sur l'inflation.

C'est dans le contexte inflationniste qui se pérennise, exiger des employeurs territoriaux de mettre la main à la poche, quand de nombreux collègues ne peuvent plus vivre de leur travail.

Au contraire, le gouvernement nous propose de nous battre au sein de nos collectivités pour les miettes d'une prime pouvoir d'achat, versée de droit dans les deux autres versants de la Fonction publique mais laissée à la bonne volonté des employeurs territoriaux. C'est indigne. Nous ne demandons pas l'aumône mais la juste reconnaissance de notre travail !

Dans la FP comme ailleurs, ce sont les 32H pour toutes et tous et la semaine de 4 jours avec une véritable baisse du temps de travail qu'il faut instaurer pour supprimer les temps partiels subis surtout chez nos

collègues femmes, et empêcher une intensification du travail. C'est un plan massif de recrutements qu'il faut mener ! La recherche de l'efficience comme disent les patrons, faire plus avec moins comme on dit nous, n'est plus tenable dans nos services. Nous le vivons toutes et tous chaque jour, et c'est parce que les agents ont un sens démesuré du service public, que cela tient, encore, à peu près !

« On ne règle pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré » disait Albert Einstein. Alors tout ne viendra pas d'en haut évidemment, de ceux-là même qui ont organisé la casse méthodique des conquies de notre champ professionnel.

Alors c'est bien au retour à la notion d'un fonctionnaire citoyen qu'il faut œuvrer, comme l'avaient imaginé Anicet Lepors et Pierre Mauroy et non pas sanctifier le fonctionnaire sujet, assujetti à une loyauté aveugle à celui qui lui donne l'ordre, asservi, et mal reconnu.

Car l'enjeu qui nous préoccupe toutes et tous désormais en priorité, en tant que citoyens et citoyennes, et en tant que fonctionnaires territoriaux, c'est la question d'une véritable rupture climatique et écologique.

Mais qui mieux que nous, agents du service public, sommes les mieux placés pour prendre en compte ces enjeux.

La quasi-totalité des compétences réparties entre les différents échelons territoriaux ont en effet à voir avec le climat ou l'écologie : par exemple, la politique des transports publics, le logement, l'aménagement, l'énergie, les déchets et leur valorisation, le développement économique ...

Mais ce virage serré et urgent, pour les enjeux climatiques et environnementaux, c'est bien au niveau des organisations interprofessionnelles que nous devons aussi l'organiser.

Car la situation climatique nous oblige. Nous ne devons pas prendre les enjeux environnementaux comme une question sociétale extérieure à notre action syndicale mais comme un sujet à porter au quotidien dans nos boites à partir de notre intervention syndicale. Oui mes camarades, nous devons faire du combat pour le climat, l'environnement et la biodiversité une mission de service public.

Ici dans les Hauts de France, nous savons peut-être mieux qu'ailleurs les effets de politiques industrielles dévastatrices pour l'environnement, l'emploi, la santé au travail ou la cohésion sociale. Toute notre histoire

sociale en est marquée comme avec le textile, ici, à Roubaix Lille et Tourcoing, les mines à Lens Douai ou Valenciennes, la sidérurgie avec Métal Europe, la pêche à Boulogne, et le sort des populations a fluctué au fil des vicissitudes économiques.

Si de nombreux projets industriels sont annoncés avec l'hypocrisie du green washing, -dans le Dunkerquois par exemple avec les batteries pour véhicules électriques-, nous savons également que des activités stratégiques de notre industrie ferroviaire, dans le valenciennois, à Valdunes, sont sacrifiés alors même que le développement du ferroviaire est plus que jamais à l'agenda.

Et nos collectivités locales, nos employeurs, donc, ont à voir avec le développement économique, car ce sont bien les régions et les métropoles qui disposent des moyens financiers considérables à travers les aides aux entreprises.

La question de la conditionnalité des aides nous regarde donc, nous agents de ces collectivités. Nous avons en tant que fonctionnaire une responsabilité sociale à revendiquer !

Nous ne voulons pas d'emplois au rabais qui ne permettent pas de vivre de son travail, à Amazon ou dans la constellation des Mulliez, pas d'entreprises sexistes qui exploitent et méprisent une main d'œuvre majoritairement féminine comme à Vert Baudet chez qui la lutte de la CGT a été victorieuse. Elle est devenue un symbole.

Nous ne voulons pas non plus d'entreprises relevant pourtant du secteur protégé, de l'économie sociale et solidaire comme on l'appelle pudiquement, comme Emmaüs à St André à quelques enjambées du Grand Palais, et qui, sous prétexte de bons sentiments ou de charité chrétienne, se rendent coupables d'un système d'esclavage en bande organisée. Mes camarades, Jean Paul l'a dit avant moi, c'est depuis le 28 juin que les compagnons et leurs familles sont en grève pour leur dignité, avec le soutien de toute la CGT. Ils étaient compagnons les voici camarades !

Alors, ici, comme sur le piquet de grève, et surtout devant eux : « so so so solidarité avec les sans papiers d'emmaus »

Voilà pour rappeler brièvement quelques luttes qui ont fait l'actualité récente sur notre territoire. Le Nord ! Voilà ou vous mettez les pieds.

Je ne serai pas plus long, je vous invite maintenant à vous reporter au déroulé du 13<sup>e</sup> Congrès pour mettre en exergue quelques rendez-vous.

Ce sont les 120 ans de notre fédération que nous vous proposons de célébrer dès cette après-midi.

Demain matin à 10H15 et je vous demande d'être nombreux-ses à l'hommage qui sera rendu à une figure illustre du syndicalisme et de la résistance locale, Martha Derumaux, figure que vous retrouverez d'ailleurs sur les billets de banque du congrès.

Un marché des producteurs locaux se tiendra jeudi après-midi.

Je rends l'antenne en vous souhaitant maintenant de bon débats, et surtout de bon moments fraternels, au sein du Grand Palais comme en ville.

Alors, Vive le 13<sup>e</sup> Congrès et vive la CGT !

Je vous remercie.